

L'OTAN à l'assaut du Grand Nord

Jacques Le Dauphin
Novembre 2009

Le secrétaire général de l'OTAN, Andréas Fogh Rasmussen, en poste depuis le 1^{er} août 2009, a dans l'interview accordé au journal canadien « Le Devoir » évoqué les défis auxquels l'OTAN doit faire face. A ce sujet il a porté l'accent sur l'Arctique.

Les enjeux

Les enjeux sont à la fois, environnementaux, économiques, stratégiques. On connaît la préoccupation mondiale concernant le réchauffement climatique et l'enjeu que représente l'équilibre thermique de la culotte glaciaire. Mais là n'est pas la problématique qui a retenu l'attention de Rasmussen. Son propos tend à s'interroger prioritairement sur la possibilité de nouvelles routes navigables offertes par la fonte des glaces. Ces routes polaires offriront un raccourci d'au moins 4000 kilomètres. Toutes les marines du monde voudront passer par là. A cet égard il a déclaré « dans l'espace de quelques années nous allons avoir de nouveaux signes d'inquiétude concernant leur utilisation ». Qui va en assumer la réglementation ? Cela doit, dit-il retenir toute l'attention de l'OTAN. Il n'a pas manqué d'évoquer l'accès aux 1,2 millions de kilomètres carrés de fonds marins contenant des réserves gigantesques de pétrole, de gaz, d'or, de diamant et minerais rares. Ainsi dit-il « nous allons avoir de nouveaux accès aux ressources énergétiques, ce qui pourrait amener à une confrontation entre Etats riverains » En découle le rôle que l'OTAN est susceptible de jouer. Lequel ? Un rôle d'arbitre ? Au regard de son activité ancienne et présente il est permis d'en douter. Ce qui semble plus vraisemblable c'est qu'elle intervienne sélectivement dans la course de vitesse engagée pour le contrôle et l'exploitation de telles ressources. Le découpage de la zone entre Russie, Danemark, Etats-Unis, Canada, Norvège fait l'objet de positions très concurrentielles. On sait que la dorsale « Lomonov », chaîne de montagnes marines, potentiellement riche en hydrocarbure est revendiquée par la Russie qui la considère dans sa plus grande partie comme une extension de la Sibérie. On se souviendra à ce sujet qu'une expédition russe avait de manière spectaculaire, à l'aide de deux sous-marins, planté un drapeau national à plus de 400 mètres sous le pôle nord. De son côté le Danemark considère que cette dorsale est une extension du Groenland, territoire danois autonome. En août 2007 une expédition danoise faisait route vers l'Arctique afin de passer au crible les fonds marins pour tenter d'appuyer leur revendication de propriété d'une partie de la zone.

L'offensive de l'OTAN en Arctique

C'est là que l'Otan intervient se basant sur la multiplication des ses missions définie dans ses grandes lignes lors du sommet de Strasbourg-Kehl. De multiples déclarations suivies d'interventions concrètes en attestent. Depuis le début de l'année 2009 les Etats-Unis ont indiqué à maintes reprises, en paroles et en actes, leur intention d'établir leur revendication territoriale et d'étendre leur présence militaire dans le Grand Nord, à savoir le cercle polaire et les eaux qui s'y reliait, la mer de Barents et de Norvège, ainsi que la mer Baltique. Dans cet esprit le 12 janvier 2009 Washington a émis une directive présidentielle de sécurité qui indique « Les Etats-Unis ont des intérêts de sécurité nationale fondamentaux dans la région de l'Arctique et sont disposés à agir indépendamment ou en conjonction avec d'autres Etats pour protéger ces intérêts ». Contre qui ? Sans qu'elle soit nommée la Russie apparaît concernée. Compte-tenu du leadership exercé par les Etats-Unis sur l'Alliance Atlantique on ne s'étonnera pas que le même mois l'OTAN tenait dans la capitale de l'Islande une conférence intitulée « Perspectives en matière de sécurité dans le Grand Nord », à laquelle assistaient les plus hauts commandants militaires. En découlera l'orientation pour les pays membres, individuellement ou collectivement, d'accroître leurs capacités de combat dans le Grand Nord. Une orientation déjà mis en pratique. En effet on a pu assister à des manœuvres militaires »Loyal Arrow 2009 »conçues en vue d'une force d'action rapide de l'OTAN. Ces manœuvres eurent lieu en Suède. Dix pays y participaient, États-Unis, Allemagne, Italie, Norvège, Danemark, Pologne, Portugal, Turquie ainsi que la Finlande et la Suède. C'était un grand exercice, un véritable pied de guerre dans la Laponie suédoise. 2000 soldats, un porte-avions, 50 chasseurs dont le F.15 Eagle de l'armée américaine. On notera que le lieu choisi montre que la neutralité de la Suède est bien dépassée. En effet malgré une forte opposition dans le pays, l'incorporation de la Suède à l'OTAN est préparée de façon méthodique depuis plusieurs années. Ses forces armées ont été restructurées en ce sens. Face à la Russie concernant les gisements gaziers en mer de Barents au large de la presqu'île du Kola, la Norvège, qui a déplacé son commandement opérationnel à l'intérieur du cercle polaire a favorisé l'entrée de l'Otan dans l'Arctique. De son côté le Danemark s'apprête à créer une « Task Force » dédiée à l'Arctique au Groenland et dans les îles Faroe. Aux manœuvres déjà citées on ajoutera les exercices de guerre « Joint warrior » de l'OTAN près des côtes de l'Ecosse dans la mer du nord reliée à la mer de Norvège, limitrophe à l'océan Arctique, l'opération « Norther Edge » menée par les Etats-Unis en Alaska, les patrouilles aériennes au dessus de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie à moins de cinq minutes de vol de Saint-Petersbourg. On sait aussi que la zone arctique demeure un des bancs d'essais du nucléaire. Russes et américains y testent des SNA et des SNLE de nouvelle génération. Cet océan demeure donc essentiel pour les deux pays concernant les armements nucléaires.

Les réactions russes

Face à un tel déploiement des forces de l'OTAN, il est évident que la Russie ne reste pas les bras croisés. Elle y voit une menace pour ses intérêts en Arctique, une menace pour sa sécurité. Un document du « Conseil de sécurité russe » stipule la nécessité de créer dans la zone Arctique russe, un contingent de forces de destination générale, de troupes, ainsi que de formations armées et d'organes capables de garantir la sécurité militaire dans toutes les conditions, qu'elle que soit la situation politique et militaire. Ce document préconise aussi la création d'un « système efficace de garde-côtes du service fédéral de sécurité dans la zone arctique ». Déjà dans son discours, à la Wehrkunde de Munich le 10 février 2007, Vladimir Poutine avait réaffirmé que la militarisation du Grand Nord russe constituait un des fondements de la politique étrangère de la Russie. Ainsi Artur Tchilingarov coordonne le déploiement des forces aériennes de la station de Barneo dans l'Arctique. Tous les matériaux nécessaires à la démarcation de la zone arctique russe fondés sur le droit international devraient être rassemblés en 2010. Autrement dit la Russie entend prouver que la dorsale « Lomonosov » fait partie du plateau continental russe et donc du territoire russe et qu'elle est prête à défendre cet option militairement si nécessaire.

Course aux armements ou coopérations ?

Alors nouvelle guerre froide avec comme centre de gravité l'Arctique ? Pour le moins la tension est réelle et l'OTAN y contribue de manière importante. Peu d'informations sont parvenues concernant les débats et les contradictions qui peuvent exister au sein de l'OTAN. Pourtant l'orientation suivie en Antarctique marque nettement le devenir de l'OTAN. A. Rasmussen estime que « L'OTAN est à la croisée des chemins ». D'où l'élaboration d'un nouveau concept stratégique dont il a la charge. Cet engagement de l'OTAN en Arctique peut être interprété comme la volonté d'utiliser l'Alliance comme instrument dans la compétition pour l'accès aux ressources dans la zone et plus largement en d'autres endroits du monde. Les pays arctiques ne peuvent-ils pas régler eux-mêmes en concertation par la voie diplomatique leurs divergences, afin de garantir la conservation de la région en tant que réservoir mondial, sans l'utilisation de moyens militaires dans lesquels l'OTAN s'est résolument engagée ? Il apparaît urgent d'enrayer cette course aux armements en Arctique en offrant comme alternative le développement des coopérations bilatérales, multilatérales dans les domaines de la sécurité de la navigation, de la prévention des catastrophes écologiques, la répartition des ressources énergétiques. Les Nations Unies pourraient en assurer la coordination.

Et la France ?

La France qui a réintégré l'ensemble des structures militaires de l'OTAN se trouve de facto engagée par cette activité. Cependant elle n'a pas participé directement aux manœuvres militaires dans le Grand Nord. Qu'elle est sa position ? La nomination de Michel Rocard comme ambassadeur de France chargé des relations aux pôles Arctique et Antarctique ne répond pas complètement à cette question. La position française concernant l'Arctique demeure à définir.

Après 6000 ans de tranquillité l'Arctique depuis trois ans subit un basculement total. Le bras de fer militaire engagé est très préoccupant pour la paix et la sécurité du monde. Les peuples doivent s'en mêler car ils sont directement concernés.

Jacques Le Dauphin, directeur de L'Institut de Documentation et Recherche sur la Paix, collaborateur de la revue Recherches Internationales